



## Présidence de la République

### Le président Jean-Lucien Savi de Tové reçoit les lettres de créances de 3 ambassadeurs

Jean-Lucien Savi de Tové, président de la République togolaise, a reçu le mercredi 12 novembre 2025 les lettres de créance de trois ambassadeurs accrédités au Togo. Il s'agit de Madame Myriam Montrat, ambassadrice du Canada, de Najeeb Durrani, ambassadeur du Pakistan, et de George Kofi Nfojoh, ambassadeur du Ghana.



PAGE 11

## INVESTISSEMENT



### Coopération germano-togolaise

## Berlin renforce son partenariat avec Lomé à hauteur de 50,3 millions d'euros

Fort de plusieurs décennies de relation, l'Allemagne et le Togo consolident au fil du temps leur coopération pour mieux façonner l'avenir. Les négociations intergouvernementales germano-togolaises, tenues à Berlin les 11 et 12 novembre 2025, en sont une illustration éclatante. Elles ont abouti ...

PAGE 5

## ECONOMIE



### Marché financier de l'Uemohé

## Le Trésor togolais procède à une nouvelle émission de titres

Alors que l'année tend vers sa fin, le Togo intensifie sa présence sur le marché financier régional. Entre stratégie et ambition, le pays prépare une nouvelle opération qui pourrait marquer ...

PAGE 5

## ENVIRONNEMENT

### Cop 30

## Le Togo réitère ses engagements climatiques

Engagé pour une protection durable de l'environnement, le Togo prend part du 10 au 21 novembre 2025 à Belém au ...

PAGES 6&amp;7



## Commonwealth-Afrique francophone

# Passer d'une relation d'assistance à de véritables relations économiques

À l'initiative conjointe des gouvernements togolais et britannique, Lomé a accueilli du 12 au 13 novembre 2025, le quatrième Forum Royaume-Uni-Afrique francophone de l'Ouest et du Centre (UK-WCAF IV), placé sous le thème : « Le succès engendre le succès ».

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

### Campagne nationale : 5 000 actes de naissance pour les élèves

5 000 élèves bénéficieront d'actes de naissance. Une campagne nationale est lancée dans ce sens par le ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières.

Lancée mercredi en partenariat avec l'Organisation internationale de la francophonie, elle vise à délivrer 5 000 actes de naissance sur l'ensemble du territoire national.

Pour ce faire, deux étapes sont prévues : la première, établir des jugements supplétifs aux élèves, et la deuxième, transcrire ces jugements pour leur mettre à disposition un acte de naissance en bonne et due forme.

« 32 %, voire 30 %, de nos concitoyens n'ont pas d'actes de naissance établis dans les délais des 45 jours. Donc il faut un jugement supplétif. Souvent, quand on leur fait des jugements supplétifs, ils ne retournent plus pour la transcription. C'est ainsi que des enfants se retrouvent avec des jugements supplétifs qui ne valent rien. Donc, pour ce projet, on a voulu délivrer à ces enfants les produits finaux que sont les actes de naissance », a expliqué Patchassi Kadanga, directeur de l'administration territoriale et des frontières.

## Coopération

## Comment l'uranium façonne les relations entre Russie-Togo-Niger

Selon le journal Le Monde, le Niger s'apprêterait d'ici fin novembre à livrer à Rosatom, le géant russe du nucléaire, son uranium. Ce convoiement qui se fera par voie terrestre avant l'expédition ...



PAGE 8

	<b>SOMMAIRE</b>	<p>Marché financier de l'Uemoa Le Trésor togolais procède à une nouvelle émission de titres</p>  <p>P 5</p>	<p>Brosse à dents Les spécialistes proposent un éventail de méthodes pour sa désinfection</p>  <p>P 10</p>	<p>Transport aérien La compagnie Asky construit un simulateur de vol Boeing 737 au Togo</p>  <p>P 11</p>
---	-----------------	--	--	---

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

# Kissam Essivi : Un modèle de résilience dans le Canton de Sola

**Kissam Essivi, originaire du canton de Sola dans la préfecture de la Binah (région de la Kara), incarne parfaitement la résilience et l'ambition. Elle est un exemple inspirant de l'impact positif du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) sur les communautés les plus éloignées. Mère dévouée de six enfants, Kissam a poursuivi ses études jusqu'à l'obtention de son BEPC, rêvant même de devenir ambassadrice du Togo à l'étranger. Cependant, confrontée à des difficultés financières, elle a dû interrompre ses études après le BEPC et travailler dans le nord du Bénin voisin. Mais cette expérience n'a pas été fructueuse malgré l'espoir qu'elle y a mis. Son désir de réussir l'a alors rapidement ramenée chez elle dans le Canton de Sola pour y trouver sa voie. Bénéficiaire du Produit APSEF depuis 3 ans, elle s'en sort désormais et s'estime autonome. Découvrez son histoire**



**Kissam Essivi**

à rassembler les fonds nécessaires pour ouvrir la boutique que vous voyez aujourd'hui." Si elle a pu lancer sa boutique avec l'aide de son mari, c'est grâce à l'accompagnement du FNFI que Kissam a pu non seulement consolider sa boutique de vente de divers produits, mais également se diversifier en se lançant dans le

stockage de maïs et de mil, ce qui a considérablement augmenté ses revenus.

"J'ai connu le FNFI grâce à une voisine. Cette opportunité a été un véritable bouée d'oxygène pour moi", affirme Kissam. "Grâce à l'accompagnement du FNFI, j'ai pu transformer ma modeste boutique en une activité plus solide,

tout en élargissant ma gamme de produits." En plus de la vente de divers produits, le stockage de maïs et de mil a ouvert de nouvelles perspectives pour Kissam, lui offrant des opportunités commerciales supplémentaires.

Elle est surtout fière d'être une femme autonome de Sola sur qui amies et famille

peuvent compter. "Je suis sollicitée non seulement dans ma famille mais aussi par mon entourage. Mes enfants ne manquent de rien. Que demander de plus?" ajoute-t-elle. Non seulement fière, elle affirme aussi qu'elle conseille la jeunesse féminine de Sola sur l'importance de l'autonomisation économique.

L'histoire de Kissam met en lumière la portée du FNFI dans les régions les plus reculées, où il contribue à l'inclusion financière en soutenant des entrepreneurs déterminés comme Kissam. "Je suis reconnaissante envers le FNFI pour m'avoir aidée à réaliser mes rêves", ajoute-t-elle. "Je ne suis peut-être pas riche, mais je suis fière de ce que j'ai accompli jusqu'à présent, et je suis déterminée à continuer à prospérer avec leur soutien."

En conclusion, l'histoire de Kissam Essivi témoigne de la capacité du FNFI à transformer des vies et des communautés à travers l'inclusion financière. Grâce à son engagement envers les populations les plus éloignées, le FNFI ouvre la voie à un avenir plus prometteur pour tous.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Édité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Edy Alley

Responsable web :  
Carlos Amevor

Comité de rédaction :  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima  
Edem Dadzie  
Luc Biova  
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière  
et commerciale :  
AMAH Essognim

Graphiste :  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## Commonwealth-Afrique francophone

## Passer d'une relation d'assistance à de véritables relations économiques

À l'initiative conjointe des gouvernements togolais et britannique, Lomé a accueilli du 12 au 13 novembre 2025, le quatrième Forum Royaume-Uni-Afrique francophone de l'Ouest et du Centre (UK-WCAF IV), placé sous le thème : « Le succès engendre le succès ».

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre d'affaires a été présidée par le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en présence de l'envoyé commercial du Premier ministre britannique en Afrique francophone, Ben Coleman, du responsable de l'Afrique de l'Ouest et centrale pour UK Export Finance (UKEF), Steven Gray Obe et des autorités politiques et administratives. L'événement a réuni plus de 600 décideurs, investisseurs et représentants d'institutions publiques et privées venus du Royaume-Uni et de plusieurs pays africains.

Le président du Conseil s'est dit honoré et réjoui de la forte mobilisation ainsi que du choix porté sur le Togo pour abriter ce forum, le premier du genre dans l'histoire du continent. Il a souligné la portée symbolique et stratégique de cet événement, témoignant une fois de plus de la confiance et de la reconnaissance d'une Afrique en mouvement, mais aussi de la qualité du nouveau partenariat entre le Togo et le Commonwealth.

« C'est la première fois que ce forum se tient sur le sol africain, et ce n'est pas un simple déplacement géographique. C'est un déplacement symbolique : celui du centre de gravité d'un partenariat qui s'enracine désormais davantage dans la réalité africaine, dans son énergie, dans sa jeunesse et dans son ambition », a-t-il déclaré.

Mettant en lumière l'importance de cette distinction pour le Togo et pour l'Afrique, le président du Conseil a indiqué que « ce choix traduit la confiance et la reconnaissance d'une Afrique qui n'est plus seulement un marché, mais un partenaire à part entière. Il illustre également la relation nouvelle et dynamique qui s'est nouée entre le Togo et le Commonwealth depuis 2022. »

#### Nouveau chapitre du partenariat entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone

Le président du Conseil a souligné que la tenue de cet

événement à Lomé marque l'ouverture d'un nouveau chapitre du partenariat entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone. Il a rappelé que les deux parties partagent désormais une même ambition : « passer d'une relation d'assistance fondée sur des dons à de véritables relations économiques, construites sur l'échange, l'investissement, la création de valeur et la complémentarité des savoir-faire ».

Le chef du gouvernement a, à cet effet, présenté les atouts et les opportunités d'investissement que les deux parties peuvent mettre en synergie pour rendre ce partenariat plus dynamique et mutuellement bénéfique. Du côté africain, il a évoqué la jeunesse, les ressources naturelles et le potentiel d'innovation du continent. En ce qui concerne les atouts et opportunités du Royaume-Uni, le président du Conseil a mis en avant l'expertise, la technologie et les capitaux que le pays peut apporter. Selon le président du Conseil, le Togo, au regard de son riche potentiel naturel, de son dynamisme capital humain, de son ouverture économique, des réformes ambitieuses entreprises pour améliorer le climat des affaires, ainsi que de sa stabilité politique et de son engagement constant en faveur de la paix et de l'intégration sous régionale, se situe au point de rencontre stratégique entre ces deux mondes.

Le pays incarne ainsi cette Afrique moderne, confiante et connectée, qui s'ouvre, qui relie et qui aspire à une coopération équitable, durable et fondée sur la création de valeur partagée et inclusive. « Avec notre port en eau profonde, nos réformes pro-investissement, notre stabilité politique et notre engagement régional exemplaire, notre pays est devenu l'un des principaux points de convergence entre l'Afrique et le reste du monde », a mentionné le président du Conseil.

Au-delà de l'ambition économique, le dirigeant togolais a émis le vœu de voir ce forum devenir un véritable espace de dialogue, de concertation et de vision partagée, destiné à abolir les murs linguistiques et à lever les barrières économiques, afin d'ériger de solides ponts de prospérité entre le Royaume-Uni et l'Afrique

francophone.

#### Faire des infrastructures, des leviers de souveraineté, de croissance et de compétitivité

L'une des ambitions majeures de ce partenariat est de faire des infrastructures des leviers de souveraineté, de croissance et de compétitivité pour l'Afrique francophone, en privilégiant des projets mieux conçus, mieux financés et mieux intégrés.

« Il s'agit d'investir pour produire, pas seulement de construire », a déclaré

qui soutiennent la transformation industrielle en Afrique. « Nous invitons nos partenaires britanniques à investir avec nous dans ces infrastructures productives qui soutiennent la transformation industrielle africaine et créent de la valeur locale pour que l'investissement dans le béton devienne investissement dans le développement ».

Cette approche illustre la volonté du Togo de combiner croissance économique, innovation et coopération internationale, tout en renforçant sa position

qui entreprend, innove et transforme. Le président du Conseil a ainsi rassuré les partenaires sur la capacité des PME africaines à franchir un nouveau seuil, en participant activement à l'intégration régionale et globale, notamment dans des secteurs clés tels que l'agro industrie, le numérique et les services.

Pour atteindre cet objectif, ces entreprises n'ont pas tant besoin d'assistance que de partenariats intelligents, mais plutôt des facilités d'accès au capital, à la formation et aux partenariats technologiques. Dans cette



Faure Gnassingbé (d) et Ben Coleman (g)

le président du Conseil. Selon lui, les infrastructures ne sont pas de simples dépenses, mais de véritables investissements stratégiques. Construire un port, une route, une ligne électrique ou un réseau numérique n'a de sens que si ces travaux permettent aux entreprises locales de produire, de transformer et d'exporter davantage.

Pour le président du Conseil, les infrastructures utiles sont celles qui relient le champ au marché, le producteur à la transformation, l'idée à l'innovation. Et c'est cette vision qui guide le Togo dans ses initiatives de modernisation et de développement économique. La modernisation du Port de Lomé, le développement des corridors logistiques, ainsi que des réseaux énergétiques et numériques, positionnent le Togo comme un hub régional dynamique, capable de jouer un rôle clé dans les chaînes de valeur mondiales.

Le président du Conseil a également invité les partenaires britanniques à investir dans ces infrastructures productives,

stratégique en Afrique de l'Ouest.

#### Faire entrer les acteurs locaux dans les chaînes de valeur

Poursuivant sa réflexion sur les leviers du développement, le président du Conseil a insisté sur l'importance de construire la croissance à partir de la base, en soutenant les Petites et moyennes entreprises (PME), en valorisant la créativité des jeunes et l'audace des entrepreneurs. Il a souligné qu'il est essentiel de donner toute leur place aux entrepreneurs africains, aux jeunes et aux femmes, afin de renforcer l'innovation et l'inclusion dans les chaînes de valeur.

« Le développement ne se décrète pas, il se construit par la base, dans le tissu des petites et moyennes entreprises, dans la créativité des jeunes et dans l'audace des entrepreneurs. Il faut donner ici toute leur place aux entrepreneurs africains, aux jeunes et aux femmes », a-t-il déclaré.

Il apparaît clairement que ce forum se veut une tribune pour une Afrique

dynamique, le Royaume-Uni peut, selon le président du Conseil, jouer un rôle clé dans cet écosystème, en soutenant l'investissement et en connectant les incubateurs et les fonds d'innovation.

« Investir dans les PME africaines aujourd'hui, c'est le pari le plus rentable sur l'avenir du continent », a-t-il insisté, réaffirmant l'importance stratégique de la coopération économique basée sur le partage de savoir-faire et le soutien aux acteurs locaux.

Croissance verte, révolution numérique et intégration régionale : les piliers de l'avenir économique de l'Afrique francophone

Pour assurer un avenir radieux au continent, le président du Conseil a identifié deux forces capables de transformer durablement les économies : l'énergie propre et l'innovation numérique, qu'il considère comme les grands accélérateurs de la prospérité africaine.

Il a souligné la double transition verte et numérique qui représente pour de ...

Commonwealth-Afrique francophone

Suite de la page 3

Passer d'une relation d'assistance à de véritables relations économiques

... nombreux pays africains une opportunité de saut technologique, permettant de contourner des décennies de dépendance industrielle et d'inventer des modèles plus sobres, plus inclusifs et plus intelligents. Les partenaires britanniques peuvent, à cet égard, accompagner l'Afrique à construire directement l'économie de demain. Cependant, le président du Conseil a insisté sur le fait que cette transformation doit rester avant tout humaine, car « chaque investissement dans une ferme solaire, une fintech ou une ville intelligente doit également être un investissement dans l'emploi pour la jeunesse, dans l'accès des femmes aux opportunités économiques et dans la cohésion sociale ». « Dans un monde de plus en plus instable, la durabilité n'est plus un luxe : c'est notre nouvelle frontière économique et morale » a-t-il ajouté.

Faire de l'intégration régionale, le moteur d'un marché africain ouvert sur le monde

Enfin, le président du Conseil a mis en avant l'intégration régionale de l'Afrique francophone comme moteur d'un marché africain ouvert sur le monde. Selon lui, le

succès du forum dépendra de la capacité des acteurs à penser au-delà des frontières nationales, car le développement pays par pays n'a plus beaucoup de sens.

« L'intégration régionale est notre meilleur outil pour réussir à l'échelle mondiale », a-t-il déclaré soulignant que les investissements britanniques en Afrique francophone ne seront durables que s'ils s'appuient sur des chaînes régionales interconnectées et des plateformes logistiques et industrielles reliant plusieurs marchés francophones et anglophones.

Ces interconnexions sont les vraies infrastructures du futur, des leviers de développement qui s'inscrivent pleinement dans l'engagement du Togo pour la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui offre 1,4 milliard de consommateurs et le plus grand marché émergent du monde. La réalisation de ces ambitions dépend de l'ouverture de corridors régionaux de croissance, connectant à la fois les marchés francophones et anglophones, à l'image du corridor Lomé-Lagos-Accra-Abidjan.

Pour que cette intégration devienne réalité, le président du Conseil a également insisté sur la nécessité de l'harmonisation des réglementations, les facilités du commerce, la simplification des procédures et la création des conditions prévisibles pour les investisseurs. Pour le président du Conseil du Togo, la fluidité administrative et la transparence réglementaire sont les infrastructures invisibles du commerce moderne dont les économies africaines ont besoin.

En accueillant ce forum, Lomé souhaite incarner une Afrique ouverte, connectée et confiante, qui ne se contente plus de commercer avec le Royaume-Uni, mais qui choisit de croître avec lui. Le président du Conseil a lancé un appel aux partenaires britanniques : investir non seulement dans les infrastructures traditionnelles, mais aussi dans les frontières de la croissance africaine, dans l'économie verte, la transformation locale des matières premières critiques, la finance digitale et les industries créatives. Il a lancé un appel solennel aux partenaires britanniques, les invitant à s'engager aux côtés de l'Afrique dans une

coopération tournée vers l'avenir et l'innovation.

« Nous appelons nos partenaires britanniques à regarder avec nous vers l'avenir : à investir non seulement dans les infrastructures traditionnelles, mais aussi dans les frontières de la croissance africaine, dans l'économie verte, la transformation locale des matières premières critiques, la finance digitale et les industries créatives. Ensemble, nous pouvons créer des chaînes de valeur qui relient Londres à Lomé, Yaoundé à Birmingham, Dakar à Manchester. Ensemble, nous allons transformer nos ressources en richesses, nos projets en prospérité, et notre coopération en avenir partagé ».

Ben Coleman, des autorités politiques et administratives et Steven Gray Obe, ont tour à tour situé l'enjeu de ce forum. Ils ont félicité le président du Conseil pour sa vision stratégique et son engagement constant en faveur du développement économique, de la coopération régionale et du renforcement du partenariat entre l'Afrique et le Commonwealth. La cérémonie d'ouverture a été marquée par un panel

de haut niveau intitulé « Concrétiser les priorités du gouvernement ».

Elle a également été ponctuée par la signature d'un protocole d'accord entre le Togo et le Royaume-Uni visant à renforcer les échanges d'expertise et de savoir-faire dans les domaines de l'économie numérique, de l'agriculture et du capital humain. Les travaux du forum se sont poursuivis avec plusieurs sessions pays consacrées notamment au Togo, au Cameroun, au Sénégal, au Bénin, à la Mauritanie, à la Côte d'Ivoire, à la République démocratique du Congo (RDC), à la Guinée et au Congo.

Il y a également eu des déjeuners de réseautage, ainsi que des tables rondes consacrées à des thématiques clés telles que l'accès au capital, le régime commercial pour les pays en développement (DCTS) et les Accords de partenariat économique (APE).

TM et presidenceduconseil.gouv.tg

Faure Gnassingbé durant son discours mercredi dernier à Lomé (Image : presidenceduconseil.gouv.tg)

COPIE

**SIGNIFICATION DU JUGEMENT N°212/2025 DU 09 JUILLET 2025**

AN DEUX MIL VINGT CINQ (2025)

LE Mardi 05 Novembre A 17 HEURES 40 MINUTES

A la requête de la Succession DOVLOE Kossi Thomas (ALAKPA III) représentée par sieurs DOVLOE Komlanvi François et TENU Koffi, tous deux, demeurant et domiciliés à Noépé, P/Avé, Tél. : 92 70 54 46

J'ai, J'ai Me Kokou Fagan de SOUZA, Huissier de Justice près la Cour d'Appel et le Tribunal de Grande Instance de Lomé, demeurant et domicilié au Indro ville 1139, Blvd Félix Houphouët Boigny, Marché de 04, Face Banque Atlantique à l'Im du No 0208 en allant vers KAZESSENA, Soverigné

**SIGNIFIE ET EN TETE DES PRESENTES, LAISSE A :**

- Monsieur KPABLI Agbénohévi**, demeurant et domicilié à Lomé, en son domicile, où étant et parlant à : *D'intérêt n'ayant pas de domicile, résidente ni contacts connus, j'ai procédé à la signification par affichage devant la porte principale de l'auditoire (du T.G.I de Lomé) conformément à l'article 58 du CPC et par insertion dans le journal TOGO MATIN.*
- Monsieur FIANYONH Kokou**, Tél. : 90435913, Revendeur demeurant et domicilié à Lomé, en son domicile, où étant et parlant à : *D'intérêt n'ayant pas de domicile ni résidente connus et son contact étant injoignable, j'ai procédé à la signification par affichage devant la porte principale de l'auditoire (du T.G.I. de Lomé) conformément à l'article 58 du CPC et par insertion dans le journal TOGO MATIN.*

- Copie certifiée conforme de l'expédition du jugement N°212/2025 rendu le 09 Juillet 2025 par le Tribunal d'Instance à Compétence Civile de Kévé, libellé comme suit :

« Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, en matière civile, immobilière et en premier ressort ;

En la forme :

- Reçoit la succession de feu DOVLOE Kossi Thomas en son action régulière ;
- Reçoit également les nommés AKOLOH Komlan, AKOLOH AGBEKO Afiwa, HOENOU Ayawa, ABIASSI Edjoe, ABIASSA Afiwa et TEKPOR Nyensou en leurs interventions volontaires ;

**Au fond :**

Dit et juge que la parcelle litigieuse est la propriété de feu DOVLOE Kossi Thomas par voie de première occupation ;

Confirme en conséquence le droit de propriété de sa succession sur lesdits domaines de contenances superficielles de 71 ha et 36 ha, sis à Toklové

Confirme également le droit de propriété des intervenants volontaires sur leurs parcelles respectives acquises auprès de ladite succession ;

Ordonne l'expulsion des requis ainsi que celle de toutes personnes de leur chef, sous astreinte de 30.000 FCFA par jour de résistance ;

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

Condamne les requis, aux entiers dépens.»

Leur rappelant, à toutes fins utiles que de droit, que le délai pour faire Appel devant la Cour d'Appel de Lomé est d'un (01) mois à compter de la présente signification ;

**Sous Toutes Réserves**  
**A ce qu'ils ne l'ignorent**

Et je leur ai étant et parlant comme ci-dessus, remis et laissé à chacun séparément copie du jugement sus-visé ainsi que du présent exploit dont le coût est de .....FCFA

## Forum Royaume-Uni - Afrique francophone

## La renaissance d'un partenariat transcontinental à Lomé

Pour la première fois, le Forum économique Royaume-Uni-Afrique francophone de l'Ouest et du Centre (UK-WCAF) s'est tenu sur le sol africain. Et c'est le Togo, vitrine d'une Afrique ouverte aux investissements, qui a accueilli cet événement. Le président du Conseil togolais, Faure Gnassingbé, a ouvert les travaux, ce mercredi 12 novembre.

Plus de 700 décideurs et investisseurs ont répondu à l'appel de ce Forum. D'entrée, Faure Gnassingbé a donné le ton : « Nous ouvrons un nouveau chapitre du partenariat entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone. » Pour lui, l'heure n'est plus à l'assistance, mais à « de véritables relations économiques fondées sur

l'échange, l'investissement, la création de valeur et la complémentarité des savoir-faire. »

Ce forum, dit-il, est un symbole fort : celui « du centre de gravité d'un partenariat qui s'enracine désormais davantage dans la réalité africaine, dans son énergie, dans sa jeunesse et dans son ambition », a-t-il précisé. Depuis son adhésion au Commonwealth en 2022, le Togo trace patiemment sa route vers une diplomatie économique plus audacieuse.

Lomé, désormais classée parmi les hubs logistiques les plus performants d'Afrique de

l'Ouest, consolide ainsi sa position de pont entre l'Afrique francophone et anglophone. Le président du Conseil a rappelé que « notre port en eau profonde, nos réformes pro-investissement, notre stabilité politique et notre engagement régional » font du Togo un maillon essentiel des chaînes de valeur mondiales.

Au cœur de son discours, Faure Gnassingbé a insisté sur une vision partagée : celle d'une Afrique souveraine, compétitive et connectée. Il a exhorté les investisseurs britanniques à s'engager dans les infrastructures productives, la croissance

verte, le numérique et le développement des PME locales.

En accueillant cet



Faure Gnassingbé

événement inédit, Lomé s'impose désormais comme un acteur incontournable des échanges entre Londres et les capitales francophones du continent.

Une reconnaissance de taille pour un pays souvent cité en exemple pour ses réformes et sa stabilité.

Investir au Togo aujourd'hui,

a lancé le président du Conseil du Togo, c'est « entrer dans le corridor de croissance qui relie Lomé, Lagos, Accra et Abidjan. »

TM

## Marché financier de l'Uemoa

## Le Trésor togolais procède à une nouvelle émission de titres

Alors que l'année tend vers sa fin, le Togo intensifie sa présence sur le marché financier régional. Entre stratégie et ambition, le pays prépare une nouvelle opération qui pourrait marquer les esprits des investisseurs ouest-africains.

Le Trésor public togolais s'apprête à lever 30 milliards FCFA dans le cadre d'une émission simultanée de Bons et d'Obligations assimilables du Trésor, dont la clôture a été faite, ce 13 novembre. Une démarche qui illustre la volonté du pays de mobiliser l'épargne publique pour financer le budget national 2025, fixé à 2 397 milliards FCFA.

de 3 et 5 ans, "assorties de taux d'intérêt respectifs de 6,25 % et 6,50 %", avec un nominal de 10 000 FCFA.

Depuis janvier, le Togo a déjà mobilisé 292 milliards FCFA sur le marché Umoa-Titres, soit 88 % de son objectif annuel de 332 milliards FCFA. Cette performance place le pays parmi les acteurs les plus dynamiques de la zone.

Avec cette nouvelle émission, le Togo ne se contente pas de financer son budget. Il affirme



Le Trésor national

Selon Togo First, l'objectif est double. D'un côté, "le Trésor public togolais ambitionne de collecter 10 milliards FCFA via les BAT d'une maturité de 346 jours, avec un nominal de 1 million FCFA et des taux d'intérêt multiples". De l'autre, les 20 milliards FCFA restants seront captés par des OAT

sa crédibilité, attire les investisseurs et renforce sa stature sur la scène financière régionale. À l'approche de la fin de l'année, le pays confirme qu'il sait allier ambition et discipline pour se hisser au premier rang des émetteurs les plus fiables de l'Uemoa.

E. A.

## Coopération germano-togolaise

## Berlin renforce son partenariat avec Lomé à hauteur de 50,3 millions d'euros

Fort de plusieurs décennies de relation, l'Allemagne et le Togo consolident au fil du temps leur coopération pour mieux façonner l'avenir. Les négociations intergouvernementales germano-togolaises, tenues à Berlin les 11 et 12 novembre 2025, en sont une illustration éclatante. Elles ont abouti à de nouveaux engagements d'une valeur de 50,3 millions d'euros.

Conduites par Bèguèdouwè Paneto, secrétaire général du ministère togolais chargé de la Planification du développement, et Dr. Bärbel Kofler, secrétaire d'État parlementaire au ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, ces discussions ont permis de faire le point sur l'état de la coopération bilatérale et de prendre de nouveaux engagements dans les domaines prioritaires.

« Les deux délégations ont mené le dialogue sur les nouveaux engagements bilatéraux dans les domaines prioritaires de la coopération », indique le communiqué conjoint. Ces domaines couvrent notamment l'agriculture et la transformation des systèmes alimentaires, le développement économique durable et l'emploi, la santé et la protection sociale, la bonne gouvernance et les énergies renouvelables.

À l'issue des échanges, l'Allemagne a annoncé de nouveaux engagements financiers de 50,3 millions d'euros, dont 17,5 millions pour la coopération technique et 32,8 millions pour la coopération financière. Ces ressources viennent s'ajouter à

Les deux parties ont salué la qualité de ce partenariat fondé sur la confiance, la transparence et l'alignement sur les priorités nationales. Elles se sont engagées à poursuivre leur collaboration dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale post-



La partie togolaise et allemande scellant prenant de nouveaux engagements

une enveloppe de 517,16 millions d'euros, portant le portefeuille global de la coopération allemande au Togo à 567,46 millions d'euros, soit environ 372 milliards de francs CFA.

Ces chiffres confirment la solidité du lien entre Berlin et Lomé. L'Allemagne reste le premier partenaire bilatéral du Togo, un pays qui figure parmi « ceux bénéficiant du plus fort appui au développement par habitant ». Ce statut témoigne d'une relation de confiance mutuelle construite sur la durée et orientée vers les résultats.

2025, avec un nouveau rendez-vous prévu à Lomé en 2028.

Depuis la conclusion, en 2021, du Partenariat pour les réformes, la coopération germano-togolaise a franchi un cap. Ce cadre soutient la transformation structurelle de l'économie togolaise, la création d'emplois et l'innovation. En 2025, c'est une amitié renouvelée qui s'affirme donc entre l'Allemagne et le Togo, celle d'un partenariat tourné vers un futur commun, solidaire et durable.

Edy Alley

## Cop 30

## Le Togo réitère ses engagements climatiques

**Engagé pour une protection durable de l'environnement, le Togo prend part du 10 au 21 novembre 2025 à Belém au Brésil, à la Cop30. A ce rendez-vous mondial sur le climat et la biodiversité, il sera question pour le pays de défendre ses intérêts en matière de climat, de mobiliser des soutiens techniques et financiers pour la réalisation de ses projets. A travers ce dossier, nous faisons un retour sur les engagements du pays en matière de protection durable de l'environnement et du climat, les impacts et perspectives.**

Bien qu'étant un pays à faible production de gaz à effet de serre, le Togo s'illustre cependant, et ce, depuis des années par des initiatives visant la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. Pour ce faire, la participation du pays à la Cop 30, se présente donc une étape clé de sa stratégie climatique visant à concilier ses objectifs de développement

panoplies de mesures sont actionnées par le Togo sous l'égide du gouvernement. Et l'une des ambitions majeures selon le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, est de réduire de 57 % à l'horizon 2030, les gaz à effet de serre. Une priorité qui s'inscrit en droite ligne du national de l'environnement.

En s'inscrivant dans cette logique, il est lancé en 2021 le Programme national de reboisement, avec objectif de reboiser un (1) milliard d'arbres à l'horizon 2030. Cette initiative s'inscrit dans une politique environnementale plus large visant à augmenter le taux de couverture forestière et à lutter contre le changement climatique.

Dans le cadre de cette politique nationale de reboisement visant à planter un milliard d'arbres d'ici 2030, 5 millions d'arbres sont plantés en 2022, soit une hausse de 57 % par rapport à 2021. 14 millions d'arbres étaient envisagés

En amont, plusieurs autres initiatives, quelques fois déployés avec l'appui des partenaires au développement font également leur preuve. Ces actions qui visent à l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques sont conduites à travers des projets concrets comme le « Plan d'action sur les énergies renouvelables » et l'« actualisation du Plan national d'adaptation ».

Aussi des réformes législatives comme l'adoption en mars 2025 d'une loi climat qui établit un cadre juridique et favorise des partenariats public-privé dans la lutte contre les changements climatiques y jouent leur partition.

#### Des actions qui protègent

Chaque jour, des milliers de tonnes de déchets sont produits et collectés à travers le territoire. Toutefois, la collecte ne suffit pas. Une transformation à travers le recyclage et l'enfouissement

en mars 2025, une formation gratuite destinée à renforcer les capacités des jeunes et des acteurs locaux dans la transformation des déchets en objets réutilisables. Cette action s'inscrit dans la continuité d'un financement de 22,5 millions d'euros (14,7 milliards de francs CFA) obtenu en septembre 2024 dans le cadre du Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique et à la protection de la biodiversité (PALCC+). Dans la même dynamique, un investissement dans le cadre du projet de Gestion des déchets (Gedec) a été octroyé en mai 2025. Il vise à porter la collecte des déchets à 85 % en milieu communal, améliorant ainsi le cadre de vie de plus de 750 000 habitants et 90 % en zone urbaine d'ici 2035. L'objectif est également de valoriser plus de 60 % des déchets plastiques. Le financement s'élève à 4,2 millions d'euros, soit plus de 3 milliards de francs CFA. En janvier 2025, trois communes de Lomé (Lacs 1, Agoè-Nyivé 1 et Agoè-Nyivé 2) ont bénéficié d'un don de camions-poubelles d'une valeur de 237 millions afin d'améliorer le système de collecte.

#### Une étape incontournable

Bien que favorisant le recyclage des déchets, le pays continue d'exploiter ses centres d'enfouissement technique (CET). Celui d'Aképé, situé à 20 km de Lomé, occupe une superficie de 200 hectares, dont 80 consacrés aux installations.

Opérationnel depuis 2018 avec une capacité de traitement de 20 000 tonnes de déchets par mois (environ 250 000 tonnes par an), le site avait déjà dépassé le cap d'un million de tonnes enfouies fin 2021. Entre 2018 et 2020, le district autonome de Lomé a investi une somme de 1,6 milliard de francs CFA pour l'enfouissement de 784 362 tonnes, soit un coût moyen d'environ 5 431 francs par tonne.

En trois ans, les volumes traités se répartissent

comme suit : 208 775 tonnes enfouies en 2018, 272 304 en 2019 et 303 283 en 2020. En mars 2024, un second centre d'enfouissement technique a vu le jour à Atakpamé. Il dispose d'une voirie interne pour son exploitation et contribue à réduire l'empreinte carbone du pays, avec des économies estimées à 50 000 tonnes de CO2 par an.

#### Valoriser l'entrepreneuriat vert

Parallèlement, le ministère dédié à l'Emploi des jeunes a lancé en mai 2025 un programme de formation à l'entrepreneuriat vert. Quinze jeunes bénéficiaires, âgés de 18 à 35 ans, ont été sélectionnés pour être accompagnés dans le recyclage et la gestion durable des déchets. C'est ainsi que le Togo trace la voie d'une gestion des déchets combinant l'efficacité mesurable de l'enfouissement et le potentiel économique du recyclage.

#### Franchir un nouveau cap

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2025, le Togo a franchi une nouvelle étape dans sa lutte contre les changements climatiques avec le lancement officiel du processus d'élaboration des plans de développement régionaux (PDR) intégrant pleinement les enjeux climatiques. Cette initiative, pilotée par le ministère de l'Aménagement et du Développement des territoires, vise à harmoniser la planification territoriale autour des défis liés au climat.

Le chantier majeur est le fruit d'une volonté politique forte du gouvernement, qui place la gestion climatique au cœur de ses priorités de développement. Une avancée institutionnelle qui s'inscrit dans la continuité de l'actualisation du Plan national d'adaptation aux changements climatiques (Pnacc) lancé en décembre 2024.

#### Des actions concrètes financées et validées

En février 2025, le Plan d'adaptation et de gestion



Le président du Conseil mettant en terre un baobab

économique avec ceux de la lutte contre le changement climatique.

En effet, la dégradation de l'environnement due au changement climatique a un réel impact. L'accès à l'air, à l'eau et à la nourriture pour la survie de l'humain en dépend.

Face à cette menace, des

pour la campagne de 2023. En 2024, plus de 9,14 millions de plants ont été mis en terre et pour 2025, l'objectif est de planter au moins deux (2) millions de plants le 1<sup>er</sup> juin et plus de 37,7 millions d'arbres sur 34 563 hectares d'ici la fin de la saison, selon les données du ministère en charge de l'environnement.

s'impose comme une solution essentielle pour l'avenir de l'assainissement urbain, de la santé publique, et même de l'emploi. Dès lors, une combinaison d'investissements est appelée à redéfinir la stratégie environnementale. Dans cette logique, le ministère de l'Environnement a lancé en

du lac Togo a été validé, avec un budget conséquent de plus de 305 milliards de francs CFA destiné à la surveillance et à la restauration écologique, protégeant ainsi les populations vulnérables aux aléas climatiques.

Par ailleurs, depuis le 25 mars 2022, le gouvernement a engagé un projet clé : le renforcement des capacités nationales et régionales pour une gestion efficace des risques climatiques.

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une loi-cadre sur la lutte contre les changements climatiques, offrant au gouvernement un socle juridique renforcé pour piloter efficacement ses politiques d'adaptation et de réduction des émissions. Cette loi confirme l'engagement clair du président du Conseil et du gouvernement en faveur de la protection climatique nationale.

#### **Le projet Waca Resip**

des communautés (pêche, maraîchage) et la mise en place de politiques pour une meilleure gestion des ressources côtières.

Avec un financement initial de 55,5 millions de dollars, complété par une rallonge de 12 millions de dollars en 2022, puis par une autre de 246 millions de dollars en décembre 2022 pour l'ensemble de la région, le projet a permis au pays de relever nombre de défis.

lutter contre les inondations et d'assurer la résilience des populations.

D'autres activités financées par le projet permettent de renforcer les capacités des communautés, de sensibiliser à la gestion environnementale et de développer des activités génératrices de revenus.

#### **Le projet F4F pour restaurer les forêts**

Lancé en avril 2025 par le ministère de l'Environnement en coopération avec le gouvernement allemand et le Luxembourg, avec l'appui de la GIZ, le projet Forests for future (F4F) s'inscrit dans le cadre des projets visant la lutte contre les changements climatiques. Il a pour objectif principal de restaurer les terres dégradées et de renforcer la résilience des communautés face au changement climatique.

Aussi prévoit-il de restaurer, à l'horizon 2023, 1,4 million d'hectares de terres, de développer des chaînes de valeur forestières durables (miel, karité, néré) et d'améliorer la gouvernance forestière.

#### **Le PALCC, un autre programme**

Le programme d'appui à la lutte contre le changement climatique (PALCC) est lui axé sur la résilience des sols, l'efficacité énergétique et le renforcement des

Luxembourg, et auparavant d'un financement de l'UE d'environ 10,6 millions d'euros en 2017, ce programme permet également au Togo de relever nombre de défis.

Pour l'atteinte de ces objectifs, il inclut le renforcement des capacités des universités dans le domaine de l'agriculture résiliente, l'amélioration du contexte institutionnel pour la lutte contre le changement climatique, et le soutien aux populations côtières pour faire face aux risques environnementaux.

Mais en dépit de ces nombreuses initiatives, le Togo reste confronté à des défis climatiques importants, notamment des épisodes de sécheresse prolongée, des inondations dues à des pluies agressives, l'érosion côtière accentuée par la montée des eaux, et une augmentation des températures.

Aussi, l'insuffisance de financement met en péril la politique de reboisement national qui vise la mise en terre d'un (1) milliard d'arbres à l'horizon 2030. Conséquence, les plants reboisés sont en deçà de l'objectif annuel de cent (100) millions d'arbres.

Face à ces défis, la participation du pays à la Cop 30 se présente donc comme une étape clé pour mieux concilier ses



Protection de l'agriculture contre les changements climatiques au Togo

D'une durée de 36 mois, ce programme, soutenu par le Fonds vert climat et la FAO à hauteur de 1,5 milliard de francs (2,5 millions de dollars), vise à moderniser les outils de gestion des risques et à renforcer la résilience des communautés face aux événements climatiques extrêmes.

Initiative régionale menée par la Banque mondiale et soutenue par le gouvernement togolais, le projet West African Coastal Action (Waca) permet de renforcer la résilience des zones côtières face à l'érosion, aux inondations et aux pollutions.

Au Togo, le projet inclut

Au nombre des réalisations concrètes, l'on citera la construction d'épis et de brise-lames pour lutter contre l'érosion côtière, le rechargement de plages avec du sable, la stabilisation de zones lagunaires par le reboisement de mangroves et de cocotiers.

Aussi, la réhabilitation

#### **Des financements internationaux au service de la résilience**

En février 2025, le Togo a obtenu un financement de près de 25 millions de dollars US (plus de 17 milliards de francs) du Fonds vert climat, destiné à un projet quinquennal renforçant la résilience des communautés vulnérables, notamment grâce à la modernisation des systèmes d'alerte rapide et d'hydrométrie. Cette action s'inscrit dans la politique gouvernementale 2020-2025, qui considère le développement durable comme une priorité nationale.

Par ailleurs, le cadre législatif solide soutient les efforts. En mars 2025,

des investissements physiques comme la construction de digues et de canaux, le soutien aux activités économiques

des caniveaux et la modernisation des pratiques agricoles dans les milieux ruraux financées par le projet permettent de

opérations des acteurs. Bénéficiant d'un soutien de 22,5 millions d'euros en 2025 de la part de l'Union européenne et du

objectifs de développement avec ceux de la lutte contre le changement climatique.

**Caleb Akponou**



Image illustrant le reboisement

**PROCES - VERBAL DE REMISE DE LETTRE** **2-ORIGINAL**

L'an deux mil vingt cinq  
Et le Vendredi 23 Octobre à 10 heures 30'

A la requête de la **BANK OF AFRICA - TOGO (BOA - TOGO)**, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au Capital de **17.500.000.000 de FRANCS CFA**, Société de Droit Togolais enregistrée en 2009 au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Togo (RCCM), sous le numéro TOGO-LOME 2009 B 0340, ayant son siège social à Lomé, Boulevard de la République, BP 229 Lomé-Togo, agissant, poursuites et diligences de son Directeur Général Monsieur **Youssef IBRAHIMI**, demeurant et domicilié audit siège ;

Je soussigné **Me AGBOBLY ATATI Ayi Wawaka**,  
Magistrat de Justice près la Cour d'Appel et le  
Tribunal de Grande Instance de Lomé y demeurant  
et domicilié à Lomé Nawa, 113, Rue TABINDE  
non loin de la Pharmacie de KPEHENOU

Al remis à :

**GIE YAYRA ESTATE**, Tél. 90 01 92 53/99 77 91 93, BP, représenté par Monsieur **DODIRO A. King**, demeurant et domicilié à Lomé, où étant en ses bureaux et parlant à la personne de *référé n'ayant plus de siège ni adresse connus mais que nous avons signifié copie de lettre par affichage devant l'Audience de Tribunal de Commerce de Lomé conformément à l'article 59 du C. de Procédure Civile*

• L'Original d'une lettre en date du **22 Octobre 2025** portant mention **BANK OF AFRICA BMCE GROUP**, à lui destinée, lettre référencée **N/Réf : 0727/1025/DI/DGA/DG**, ayant pour objet : **Résiliation de la convention de partenariat** et commençant par < Nous faisons référence à la convention de partenariat dénommée « YAYRA ESTATE » qui lie nos deux institutions depuis le 28 Février 2023. > et se terminant par < Vous souhaitant bonne réception, > ;

De tout ce qui précède, j'ai dressé le présent Procès - Verbal, et ai déclaré à **GIE YAYRA ESTATE**, représenté par Monsieur **DODIRO A. King**, que ces remises sont faites à toutes fins utiles que de droit ;

SOUS TOUTES RESERVES ; ET POUR QU'IL NE L'IGNORE

Et je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé l'original de la lettre sus énoncée ainsi que copie du présent exploit dont le coût est de \_\_\_\_\_ FRANCS CFA.

C. O. U. T. : \_\_\_\_\_ FRANCS CFA.

**BANK OF AFRICA**  
BMCE GROUP

Lomé, le 22 Octobre 2025

**DIRECTION JURIDIQUE**

**GIE YAYRA ESTATE**  
Représenté par  
Monsieur **DODIRO A. King**  
Tél : 90 01 92 53 / 99 77 91 93

Lomé - TOGO

**N/Réf : 0727/1025/DI/DGA/DG**

Objet : Résiliation de la convention de partenariat.

Monsieur,

Nous faisons référence à la convention de partenariat dénommée « YAYRA ESTATE » qui lie nos deux institutions depuis le 28 Février 2023.

A ce jour, nous sommes au regret de constater que le projet immobilier dont il s'agit n'a connu aucune évolution, et ce, malgré nos relances écrites et téléphoniques. Pis encore, nous nous sommes heurtés à un silence de votre part.

Ce fait est constitutif d'un manquement grave aux obligations qui vous incombent.

Par conséquent, la convention de partenariat susmentionnée est dépourvue de son objet et est de plein droit, résiliée.

Aussi, nous nous réservons le droit de recourir à toute voie légale en cas de préjudice subi par la Banque du fait de l'utilisation de son image par vos soins à des fins frauduleuses.

Vous souhaitant bonne réception, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

**COPIE CERTIFIEE CONFORME**  
Lomé, le 22/10/25

**Youssef IBRAHIMI**  
Directeur Général

## Coopération

# Comment l'uranium façonne les relations entre Russie-Togo-Niger

**Selon le journal Le Monde, le Niger s'apprêterait d'ici fin novembre à livrer à Rosatom, le géant russe du nucléaire, son uranium. Ce convoi qui se fera par voie terrestre avant l'expédition vers Moscou, passera par le Port autonome de Lomé, rapporte le journal.**

Ce concentré d'uranium en poudre brute, produit par le groupe nucléaire français Areva, stocké sur le site d'Arlit, au Niger, sera dans les prochains jours convoyé en Russie.

Sur les questions, les négociations entre les autorités russes et nigériennes sont avancées selon des sources concordantes rapportées par journal. Environ 1000 tonnes d'uranium seront livrées sur un total de 1400 à la firme russe, le tout pour une valeur marchande de 250 millions d'euros, soit environ 164 milliards FCFA.

Quant à l'acheminement de ce combustible, il devrait se faire par voie terrestre d'ici fin novembre 2025.

## Comment se fera l'acheminement ?

Des informations rapportées par le journal, l'acheminement de ce combustible utilisé pour

devrait servir de canal de transit avant l'expédition de ce minerai vers la Russie. Une collaboration, qui dénote des bonnes relations de partenariats

les relations entre le Togo et le Niger ne cessent de se renforcer. Prenant des proportions plus larges, elles intègrent des collaborations dans

russo-togolaise, elle inclut la sécurité et la défense, des échanges de renseignements, l'assistance médicale, le sport, les technologies et l'éducation. D'autres accords couvrent des domaines tels que le commerce, l'économie, la culture et les sciences avec des perspectives d'élargissement.

## À quoi peut servir l'uranium ?

Combustible pour produire de l'électricité dans les centrales nucléaires via la fission nucléaire, l'uranium est aussi utilisé pour alimenter les réacteurs de recherche, la propulsion navale et pour fabriquer les armes nucléaires. Des utilisations moins courantes incluent la production de radio-isotopes pour des applications médicales et industrielles.



la fabrication du nucléaire devra se faire par voie terrestre. Et c'est le port autonome de Lomé qui

entre les trois (3) pays avec au centre le Togo.

Depuis quelques années,

plusieurs domaines comme le commerce, la sécurité et l'éducation.

Quant à la coopération





## NOTE D'INFORMATION RELATIVE AU PAIEMENT DES DROITS LIQUIDES A LA DIRECTION DU CADASTRE ET DE LA CONSERVATION FONCIERE

**N° 34/2025/OTR/CG/CI/DCCF**

Le Directeur du Cadastre et de la Conservation Foncière rappelle à l'attention du public et des usagers de la Direction du Cadastre et de la Conservation Foncière (DCCF) que, par communiqué n° 031/OTR/CG/CI/DCCF du 28 octobre 2024, le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) a invité les requérants dont les réquisitions ont été liquidées et concernant notamment les droits et taxes d'immatriculation, de mutation partielle ou totale, d'inscription hypothécaire ainsi que de la taxe sur la plus-value, à régulariser la situation de leur dossier par le paiement desdits droits et taxes y afférents.

A cet effet, il est demandé à tous les requérants dont les réquisitions liquidées demeurent impayées, de bien vouloir régulariser leur situation **au plus tard le 30 novembre 2025.**

Passé ce délai, **l'administration fiscale se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues par les dispositions légales en vigueur.**

Le Directeur du Cadastre et de la Conservation Foncière remercie tous les usagers pour leur compréhension et leur sens de responsabilité.

Fait à Lomé le 22 Octobre 2025

*Kwami OBOSSOU*

**Le Directeur du Cadastre et de  
la Conservation Foncière p.i**

## Brosse à dents

## Les spécialistes proposent un éventail de méthodes pour sa désinfection

**Votre brosse à dents est un écosystème en miniature dégoûtant. Ses soies effilochées forment une broussaille aride qui est temporairement inondée chaque jour, la transformant en une zone humide inondée de nutriments. Des millions d'organismes prospèrent parmi les épaisseurs de tiges plastiques imposantes.**

En ce moment, votre brosse à dents abrite quelque chose comme 1-12 millions de bactéries et de champignons appartenant à des centaines d'espèces différentes, aux côtés d'innombrables virus. Ils forment des films biologiques sur les surfaces exposées de votre brosse, ou se dirigent vers les tiges fracturées des soies vieillissantes. Un afflux quotidien d'eau, de salive, de cellules cutanées et de traces de nourriture de votre bouche donne à ces microbes tout ce dont ils ont besoin pour prospérer. De temps en temps, ils sont rejoints par une pluie d'autres micro-organismes qui arrivent avec la chasse d'eau d'une toilette à proximité (la chasse des toilettes projette des jets d'eau) ou l'ouverture d'une fenêtre. Et peut-être deux fois par jour, ou plus, vous mettez ce délicieux cocktail dans votre bouche. Alors, devriez-vous être plus préoccupé par la propreté de votre brosse à dents ? C'est une question qui trouble les dentistes et les médecins depuis des années, les incitant à examiner ce qui vit sur les brosses à dents, quels risques ces microbes posent et comment l'on doit nettoyer ces instruments de brossage.

## D'où viennent les microbes ?

« Les microbes sur les brosses à dents proviennent principalement de trois sources », explique Marc-Kevin Zinn, microbiologiste à l'université des sciences appliquées Rhine-Waal en Allemagne, qui a étudié la contamination microbienne des brosses à dents. Ce sont la bouche de l'utilisateur, sa peau et l'environnement où la brosse à dents est conservée. Mais avant même que l'on utilise une brosse à dents pour la première fois, elle

peut porter sa propre communauté de microbes. Une étude portant sur 40 nouvelles brosses à dents de différents fabricants achetées dans des magasins au Brésil, par exemple, a révélé que la moitié d'entre elles était déjà contaminées par diverses bactéries.

« La plupart d'entre nous ont également tendance à avoir des toilettes dans nos salles de bain où nos brosses à dents sont ». Heureusement, la plupart des microbes trouvés sur les brosses à dents usagées sont assez inoffensifs. La majorité provient sans surprise, de la bouche des utilisateurs. Chaque fois que l'on introduit la brosse dans la cavité buccale, les soies balayent des microbes tels que *Rothia denocariosa*, *Streptococcaceae* mitis et des membres de la bactérie *Actinomyces*, tous normalement bénins résidents de nos bouches. Certains de ceux qui s'accrochent aux poils et à la tête de la brosse à dents peuvent même être bénéfiques pour notre santé, aidant à nous protéger contre d'autres microbes qui causent la carie dentaire.

Mais parmi eux se cachent des auto-stoppeurs qui nous veulent du mal. « Les plus importants sont les streptocoques et les staphylocoques, qui causent la carie dentaire », explique Vinicius Pedrazzi, professeur de dentisterie à l'université de São Paulo au Brésil. D'autres peuvent causer une inflammation des gencives, connue sous le nom de maladie parodontale.

Les chercheurs ont également trouvé des bactéries et des champignons vivants sur des brosses à dents usagées qui n'ont pas le droit d'y être, des organismes plus couramment associés aux infections de l'estomac et aux intoxications alimentaires tels que *Escherichia coli*, *Pseudomonas aeruginosa* et *Enterobacteria*.

Des études ont également identifié des agents pathogènes comme *Klebsiella pneumoniae*, une cause courante d'infections nosocomiales

(infections contractées lors d'un séjour dans un établissement de santé comme un hôpital ou une clinique), et les levures *Candida*, qui peuvent provoquer un muguet, sur les brosses à dents.

Ces microbes proviennent de l'eau avec laquelle nous rinçons nos pinceaux, nos mains et d'autres parties

Le dentifrice que vous utilisez, qui aura souvent des propriétés antimicrobiennes, peut faire une partie du travail pour réduire le nombre de microbes qui poussent sur votre brosse. Le rinçage à l'eau aide également à évacuer certaines des bactéries dans le trou du bouchon, mais de

les charges bactériennes sur les brosses à dents atteignent leur pic après environ 12 semaines d'utilisation.

Quelques chercheurs, cependant, se tournent vers une approche différente : les dentifrices qui encouragent réellement la croissance bactérienne. Ce sont des



Désinfection d'une brosse à dents (Image trouvée en ligne le 13 novembre 2025)

de « l'environnement ». Mais considérez que l'environnement est susceptible d'être votre salle de bain. Les salles de bains sont des endroits chauds et humides qui ont tendance à se remplir régulièrement d'aérosols, de fines gouttelettes d'eau qui peuvent transporter des bactéries et des virus dans l'air. Cela rend les brosses à dents conservées dans les salles de bains particulièrement sujettes à la contamination. La plupart des personnes ayant tendance à avoir des toilettes dans les salles de bain où se trouvent leurs brosses à dents, c'est là que cela devient assez dégoûtant.

## Comment nettoyer votre brosse à dents

Il y a un éventail déconcertant de techniques pour stériliser les brosses à dents, allant de l'utilisation de la lumière ultraviolette au lavage dans le lave-vaisselle ou aux micro-ondes. Certains des moins efficaces se sont avérés impliquer de faire sauter la brosse avec un sèche-cheveux ou de l'immerger dans un verre de whisky. La micro-onde se révèle souvent être la plus efficace, mais risque également de faire fondre ou d'endommager les poils de votre brosse à dents.

nombreuses bactéries s'accrochent encore et se développent.

Certains chercheurs recommandent une solution de vinaigre à 1% comme moyen le plus efficace pour réduire les bactéries, mais il laissera un goût que certains trouveront désagréable la prochaine fois qu'ils utiliseront leur pinceau. Tremper la tête de la brosse dans une solution de bain de bouche antiseptique pendant cinq à 10 minutes peut également être efficace.

Pedrazzi recommande de désinfecter les brosses avec une solution pour bain de bouche contenant soit 0,12% de chlorhexidine, soit 0,05% de chlorure de cétylpyridinium. Les poils usés des brosses plus anciennes abritent également plus de bactéries, de liquides et de nutriments pour qu'elles puissent vivre.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les organismes de santé dentaire tels que l'American Dental Association recommandent de changer la brosse à dents environ tous les trois mois, et plus souvent pour les personnes dont le système immunitaire est affaibli. Les recherches de Zinn ont également révélé que

dentifrices probiotiques qui visent à inoculer et encourager la croissance de certaines bactéries « amicales » connues pour être bénéfiques à la santé bucco-dentaire.

*Streptococcus salivarius*, par exemple, est connu pour aider à supprimer les bactéries nocives et lutter contre la plaque, et est testé par une entreprise en Nouvelle-Zélande. Un autre, *Limosilactobacillus reuteri*, est fortement compétitif contre *Streptococcus mutans*, potentiellement protecteur contre les caries dentaires.

« Des concepts comme les enrobages probiotiques ou les matériaux en poils bioactifs pourraient offrir des moyens innovants de promouvoir un équilibre microbien sain sur les brosses à dents, en les transformant en vecteurs de protection plutôt que de risque », explique Zinn. Mais il prévient qu'il reste encore beaucoup de recherches à faire dans ce domaine.

En attendant, vous voudrez peut-être regarder de plus près cette brosse dans votre salle de bain. Est-ce qu'il est temps de la remplacer ? Ou peut-être juste éloignez-la un peu plus des toilettes.

**Edem Dadzie**

**Transport aérien****La compagnie Asky construit un simulateur de vol Boeing 737 au Togo**

Le Togo disposera d'ici la fin de la première moitié de l'année 2026 d'un simulateur de vol Boeing 737. Il s'agit d'un important dispositif utilisé pour l'entraînement des pilotes professionnels et pour offrir une expérience du pilotage pour le grand public. Le projet est porté par la compagnie Asky dont le siège se trouve à Lomé.

La compagnie panafricaine ASKY a officiellement lancé, le jeudi 6 novembre 2025, les travaux de construction de son simulateur. Dans un communiqué, la direction de la compagnie de transport aérien explique que ce simulateur « marque une étape majeure dans son ambition de faire de Lomé un véritable Hub du transport aérien en Afrique de l'Ouest et du Centre ». « Ce projet d'envergure, financé entièrement sur



Des dirigeants d'Asky sur le chantier de construction du simulateur de vol

fonds propres, témoigne de la vision d'ASKY en matière de développement durable du transport aérien africain et de renforcement des capacités locales.

Les travaux, déjà en cours, devraient s'achever d'ici juin 2026 », lit-on dans la publication de la compagnie. « C'est un projet majeur

dans lequel se lance ASKY. Ce simulateur est essentiel non seulement pour la formation de nos propres pilotes, mais aussi pour les compagnies régionales

qui sont aujourd'hui contraintes de se rendre à l'étranger pour former leurs équipages. Ce sera le premier simulateur de ce type en Afrique de l'Ouest », a déclaré Esayas Woldemariam Hailu, CEO d'ASKY, lors de la visite du chantier.

Un simulateur de vol est un appareil reproduisant à la perfection le cockpit d'un avion. Les manettes de gaz, les commandes, le siège, mettent les utilisateurs dans les mêmes conditions d'un vrai vol d'avion, du décollage à l'atterrissage. De plus, les bruits et les vibrations sont reproduits à l'identique.

**Affo-Djèlè Alarba**

**Présidence de la République****Le président Jean-Lucien Savi de Tové reçoit les lettres de créances de 3 ambassadeurs**

Jean-Lucien Savi de Tové, président de la République togolaise, a reçu le mercredi 12 novembre 2025 les lettres de créance de trois ambassadeurs accrédités au Togo. Il s'agit de Madame Myriam Montrat, ambassadrice du Canada, de Najeeb Durrani, ambassadeur du Pakistan, et de George Kofi Nfojoh, ambassadeur du Ghana.

Le ballet diplomatique a commencé avec l'ambassadrice du Canada. Madame Myriam Montrat, ambassadrice du Canada, qui a été reçue par le chef de l'État, a réaffirmé les liens d'amitié et de coopération qui unissent Ottawa et Lomé. Elle a insisté sur les nouveaux axes de coopération bilatérale, notamment dans

les secteurs du commerce, de l'éducation, de la santé et du genre.

Après Madame Myriam Montrat, c'était le tour du nouvel ambassadeur du Pakistan, Najeeb Durrani, de présenter son document au président de la République togolaise. Le diplomate pakistanais a pour sa part souligné la volonté de son pays de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines économique, agricole et sécuritaire.

La cérémonie a pris fin avec la réception de la lettre de créance de Monsieur George Kofi Nfojoh, ambassadeur du Ghana. Ce dernier a profité de l'occasion pour évoquer



Les trois ambassadeurs au Palais de la présidence de la République

les liens historiques, fraternels qui unissent son pays et le Togo.

« Nous sommes le même

peuple, nous partageons la même culture, le même background social. Il y a une nécessité de travailler

ensemble pour le bonheur de nos populations », a-t-il déclaré.

**TM**

En un clic,  
payez votre  
TVM par

sur l'application  
**OTR TVM**

Disponible sur Google Play

FÉDÉRER POUR BÂTIR

www.otr.tg



# La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ



Disponible gratuitement sur



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

